

REVUE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

3^e ANNÉE

JANVIER - AVRIL 1934

No 1

RÉSUMÉ DES ARTICLES

LE COEFFICIENT GREC DE TAXATION

Quand on parle d'impôt progressif on doit penser à l'ensemble des impôts, soit directs soit indirects; c'est à cet ensemble des impôts et non dans le rayon des impôts directs seulement que la progressivité doit être assurée. Il faut donc envisager un coefficient total, composé des coefficients partiels de tous les impôts directs et indirects.

J'ai calculé ce coefficient total pour la Grèce comme suit :

1o. Pour les impôts indirects, je me suis basé sur l'enquête démographique opérée en 1930 par le Service Statistique Général, concernant les dépenses des familles ayant un revenu mensuel de Drs 1500 à Drs. 5.500. J'en ai conclu que les coefficients de ces impôts suivent la loi hyperbolique que j'ai prolongée, sous toute réserve, aux revenus dépassant les Drs. 5500 sur le revenu net, dits cédulaires.

2o. Pour les impôts directs, étant donné le manque des données statistiques nécessaires, j'ai dû introduire la conception du contribuable moyen, analogue à celle de l'homme moyen de Quételet, et j'ai trouvé ainsi que le coefficient des impôts directs de cette catégorie a la forme hyperbolique, au lieu de proportionnelle; la même remarque est faite pour le coefficient de l'impôt sur le revenu global, dit impôt complémentaire.

Or, le coefficient total grec a une forme anormale: au commencement (revenus de Drs. 26000 à 42000) il acquiert une forme dé-

gressive! puis il devient proportionnel (revenus entre 42.000 et 120.000), pour finir avec une progressivité extraordinaire (revenus supérieurs à 120.000). Cette forme du coefficient grec viole évidemment le principe de la progressivité.

II. L'impôt doit être proportionnel aux forces économiques de l'individu, selon le principe imposé même par les Constitutions modernes de plusieurs Etats. Or, ces forces sont représentées par la capacité contributive, c'est à dire par ce qui reste du revenu déduction faite de la consommation du peuple, de l'épargne - capital et de l'épargne proprement dite.

Après avoir fixé la loi de la consommation qui est logarithmique en général et, considérant l'épargne comme un pourcentage du revenu, j'ai trouvé une nouvelle forme du coefficient progressif total, au lieu de la forme hyperbolique généralement adoptée.

$$fg = fp \left[(1-\mu) L \frac{E}{E_0} - \beta M \frac{E-E_0}{E E_0} \right]$$

(fg=coeffic. progressif, fp=coeff. proportionnel, μ =l'épargne comme pourcent du revenu, E=revenu, E_0 =minimum d'existence, M= la base des logarithmes népériens). Par conséquent, une imposition proportionnelle sur la capacité contributive représentant les forces du contribuable, devient progressive comptée sur le revenu. Cette forme qui tient compte du cercle de la transformation du revenu en consommation et en épargne est théoriquement plus sûre et plus associée aux principes économiques que celle que j'ai proposée autrefois, qui est basée sur une expression spéciale de la valeur servant comme fonction indice en matière de finances.

III. L'application de la formule ci-dessus sur le système fiscal grec montre que si nous diminuons chaque revenu, selon sa grandeur, des impôts et de la consommation correspondante, ce qui reste comme capital - épargne et comme épargne proprement dite est inférieur à 0,10 du revenu pour les revenus inférieurs à 100.000 - 125.000 Drs, ainsi que pour les revenus supérieurs à 300.000 - 500.000 Drs; en moyen, seulement 0.06 du revenu total national reste comme capital - épargne et épargne, pourcentage inférieur à celui de tout autre pays.

Il est donc évident comment, grâce à la gravité de l'imposition en Grèce, l'Economie du pays se trouve dans des conditions mauvaises.

LE SALAIRE CONSIDÉRÉ PAR RAPPORT AU BÉNÉFICE DE L'ENTREPRENEUR

Dès l'époque de l'école classique, on fait des efforts pour déterminer la loi qui régit le salaire et son rapport avec le bénéfice de l'entrepreneur. Parmi ceux qui ont traité ce problème Ricardo a essayé de formuler une théorie close qui donnerait une explication intégrale de la fonction et des connexités économiques. Au centre de sa théorie, Ricardo avait placé le problème de la valeur, de la solution duquel dépendrait l'explication des principaux phénomènes économiques.

D'après Ricardo, la valeur «absolue» des marchandises (pouvant être multipliées ad libitum) est égale au total des heures de travail nécessaire pour leur production. La valeur «relative» des marchandises, c'est à dire la valeur des marchandises à la production desquelles contribue aussi bien le travail que le capital, est formée de la quantité du travail et de la valeur du temps qui est nécessaire pour la production et la vente des marchandises en question.

En indiquant par la lettre «e» la quantité du travail nécessaire pour l'obtention du capital, la valeur du temps nécessaire à la production de l'unité et l'unité elle-même par la lettre «t», et les unités du temps par «n», nous avons la formule de la valeur relative comme suit: $(E: t^n)$.

L'intérêt du capital ou le bénéfice de l'entrepreneur serait normalement $(E.t^n)-E$. D'après Ricardo, cependant, la rémunération payée au travail par les capitalistes n'est pas égale à la valeur du travail fourni, en d'autres termes, le «E» n'est pas toujours égal au «A» (rémunération).

Si donc nous avons $E < A$, alors le bénéfice augmente au-delà de la limite ordinaire. Lorsque le salaire augmente, le bénéfice du capitaliste diminue et inversement la diminution du salaire comporte augmentation du bénéfice du capitaliste. Par conséquent, les intérêts des ouvriers et employés sont en conflit avec ceux du capitaliste.

Nous considérons cette théorie de Ricardo ainsi que les théories similaires basées sur le rapport additionnel des valeurs économiques, comme erronées, parce qu'elles ne prennent pas en considération la composition organique de l'économie. En d'autres

termes elles ne prennent pas en considération la combinaison nécessaire des forces productives et des directives de la production dans l'économie nationale et mondiale, facteurs, cependant, qui présentent une grande importance pour la compréhension du procédé de la production et l'organisation économique en général.

La diminution des salaires de tout les ouvriers, en troublant la combinaison harmonique des facteurs productifs d'une part et le rapport entre la production et la consommation d'autre part, non seulement ne comporte pas une augmentation des bénéfices du capitaliste, mais tout au contraire, elle a pour effet de diminuer et anéantir ce bénéfice.

C'est pour cela que les intérêts des diverses classes sociales ne sont pas en général opposés les uns aux autres. Aussi bien l'ouvrier que le capitaliste ont un intérêt à ce que la composition et le développement de l'activité productive soient aussi harmoniques que possible.

LES DOCTRINES ECONOMIQUES COMME OBJET DE SCIENCE

P a r

M. GRIGORIOU

Les divergences, parfois très profondes, qui séparent les doctrines économiques, laissent, à première vue un sentiment de scepticisme et nous amènent à cette conclusion décourageante que tous les systèmes soi-disant scientifiques, ne sont en effet que le reflet fuyant des intérêts en conflit qui s'entremêlent au hasard des circonstances.

Cette première impression est plutôt apparente. Pour celui qui procède à une investigation historique des controverses doctrinales à travers le XIX siècle, il lui est facile de constater que les conflits des doctrines sont dominés par deux éléments principaux :

En premier lieu, le succès de chaque système, dans la mesure où il tend à transformer la réalité économique est largement conditionné par son degré de malléabilité à s'adapter aux courants d'opinions et aux tendances économiques et sociales où il doit s'appliquer.

En second lieu et pour ce qui se rapporte aux principes généraux par qui chaque école se réclame de l'autorité de la science, l'étude des doctrines nous démontre que si ces principes ne sont

et ne seront jamais le simple prolongement de la vérité scientifique, ils s'accordent toutefois dans une certaine mesure aux enseignements de la science et lui fournissent des précieux matériaux à l'avancement de sa tâche.

I.

CONFLITS DES DOCTRINES A TRAVERS LE XIX SIÈCLE
JUSQU' A NOS JOURS

L'école chrématistique ou libérale incarna la théorie classique des «lois naturelles et immuables» par qui, production et besoins s'équilibrent mécaniquement, à condition que l'individu agisse librement, sous l'unique mobile de l'appât du profit. Economie concurrentielle et lois naturelles étaient à la base de cette théorie. Mais la conception simpliste des lois naturelles, combattue par la nouvelle doctrine de l'évolution, ne pouvait plus suffire à expliquer les malheureux effets de la libre concurrence, tels que la crise de surproduction et la misère ouvrière. L'opinion publique s'orienta donc vers la notion de l'intérêt public, et cette orientation fut secondée par la théorie historique allemande et le matérialisme historique qui introduisirent le relativisme dans les lois économiques en ajoutant à la base étroite de la psychologie et de l'égoïsme humain, celle de l'élément social et de l'évolution dynamique. Le réformisme inspiré par la théorie historique, considérait que la production et la répartition constituent des «fonctions sociales», susceptibles de réglementation, et posa le principe de l'intervention de l'Etat.

Le réformisme, présenté d'abord sous le nom de socialisme d'Etat, se propagea rapidement dans tous les pays par le développement du protectionisme et de la politique sociale. La thèse marxiste ensuite, par la proclamation de la lutte des classes comme aboutissant nécessaire des transformations sociales, se propagea avec une rapidité prodigieuse aux milieux prolétariens, et constitue depuis, malgré ses erreurs économiques, la base fondamentale des aspirations ouvrières. Libéralisme, réformisme et socialisme sont l'expression des trois forces antagonistes qui depuis le milieu du XIX siècle jusqu'à nos jours prédominent dans le monde économique, les forces individuelles, publiques et ouvrières.

II.

LA LIAISON DES DOCTRINES AVEC LA SCIENCE

Les doctrines économiques considérées non pas comme des formules théoriques mais comme des forces en action, tirent leur origine dans la puissance des intérêts en conflit dont elles portent l'empreinte. Si elles ne peuvent donc s'identifier avec la science elles ne lui sont pas toujours étrangères. L'apparition et l'essor de chaque doctrine à travers le temps, n'est pas le produit du hasard, mais se présente gouvernée par une liaison organique qui détermine la dépendance étroite des systèmes avec la réalité économique.

Le libéralisme examiné par sa base fondamentale de l'intérêt personnel, contient des vérités confirmées par la science : l'idée vraie et juste que la société est faite d'individus et non d'automates, et que la vie comporte un mécanisme et des lois qu'on ne saurait violer impunément.

Les doctrines socialistes, en dehors de toute appréciation de valeur sur leur contenu idéologique, ont jeté une vive lumière sur l'étude scientifique. On ne saurait rejeter à priori la théorie dynamique du marxisme, et la conception matérialiste de l'histoire, malgré ses erreurs, a puissamment contribué au progrès de la science. Les doctrines intermédiaires, malgré leur confiance parfois exagérée à l'efficacité des interventions législatives, nous donnent une image plus exacte de la réalité où l'action collective se développe de plus en plus à côté de l'action individuelle. Par là elles comportent des solutions qui sont plus fécondes en résultats pratiques.

L'influence du milieu historique sur l'évolution des doctrines peut faire l'objet d'une étude scientifique qui nous permettra d'établir le principe commun dit de la « plasticité sociale », qui nous découvre les raisons profondes de la différenciation des doctrines. La vie économique se présente dans un état d'évolution dynamique, où les antagonismes d'intérêts se heurtent et s'équilibrent successivement en s'adoptant aux exigences des forces psychologiques et sociales variant suivant les époques et les pays. Les divergences des doctrines qui expriment ces antagonismes, ne sont donc que l'image fidèle de la réalité économique, et loin d'empêcher le progrès de la science, contribuent au contraire à l'avancement de sa tâche.

Michel Grégoriou

REVUE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

3^{ème} ANNÉE

MAI - AOUT 1934

N° 2

RÉSUMÉ DES ARTICLES

LA THÉORIE DE L'EXCÈS D'ENDETTEMENT PENDANT LES DÉPRESSIONS ÉCONOMIQUES

Par

IRVING FISHER

Article du professeur Irving Fisher, resumant sa nouvelle théorie, exposée dans son ouvrage «Booms and Depressions» et d'après laquelle les grandes dépressions sont dues à un excès d'endettement qui conduit à travers diverses phases de l'économie à une déflation et, partant, à une baisse des prix.

LES TENDANCES NOUVELLES DE LA POLITIQUE FISCALE

Par

ANGÉLOS ANGÉLOPOULOS

Au début l'auteur examine les rapports de corrélation existant entre le cercle des fluctuations économiques d'un côté et l'Économie Publique de l'autre, et ceci tant à la forme statique qu'à la forme dynamique. L'Économie Publique, étant elle-même une fraction de l'activité économique, influence directement, d'une manière positive, le rythme de l'économie dans le but de collaborer à son assainissement. Par l'application des impôts, dits «impôts de crise», l'État cherche à se procurer des moyens pour suffire à l'entretien des sans-travail, au moyen de la construction de travaux publics, c'est-à-dire par la création d'une politique de travail, qui agit indirectement comme stimulant à l'activité économique. Le même but, c'est-à-dire la reprise de la vie économique, est poursuivi par une politique fiscale, une po-

litique visant à la diminution graduelle des coefficients fiscaux.

Le dégrèvement des impôts aura comme résultat la baisse des prix, le renforcement de la consommation, la diminution du chômage, l'animation de l'activité générale et, grâce à l'augmentation de la production industrielle et des affaires, peut même amener un rendement fiscal égal et peut être même supérieur.

Cette politique fiscale est déjà suivie en Allemagne et récemment en France (diminution de l'impôt sur les voitures automobiles fabriquées en Allemagne, forte diminution de l'impôt sur le revenu envisagée en Allemagne ; la réforme fiscale en France en cours de vote a pour objet de ranimer l'abaissement des coefficients fiscaux.

Puis on passe à un court examen de la situation fiscale de la Grèce et des buts poursuivis par sa politique fiscale ; il a été constaté que le système fiscal en vigueur offre des lacunes au point de vue de rendement et ne s'adapte nullement ni aux principes de la science des finances ni aux conditions spéciales de l'économie grecque : le grand nombre d'exemptions de l'impôt neutralise les principes fondamentaux de l'universalité et de l'égalité de l'impôt. Les coefficients élevés, qui sont souvent appliqués sur le revenu brut, pèsent lourdement sur l'économie nationale et donnent lieu à l'évasion et à la corruption fiscale. D'un autre côté, le rendement insignifiant des impôts existants, provoque l'application de nouveaux impôts et l'augmentation des charges fiscales, tandis qu'une exploitation méthodique de la matière imposable rendrait les impôts moins nombreux, plus simples, et avec un rendement suffisant.

Dans ces conditions une réforme du système fiscal grec semble être imposée. Les lignes principales que la réforme envisagée doit suivre sont les suivantes :

- 1) Simplification de la législation.
- 2) Abaissement des coefficients fiscaux.
- 3) Application du principe de l'universalité de l'impôt.
- 4) Organisation du service.
- 5) Modification de certains impôts.

L'application systématique et graduelle de ces principes et surtout la diminution des coefficients fiscaux amènerait l'augmentation des recettes fiscales tout en contribuant à l'essor de l'économie du pays.

REVUE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

3^{ème} ANNÉE

SEPTEMBRE - DECEMBRE 1934

N° 3

RÉSUMÉ DES ARTICLES

LES BANQUES HYPOTHÉCAIRES

Par

M. le prof. AN. SPOURGITIS

L'auteur analyse d'abord les conditions qui ont donné lieu à l'organisation des ces institutions de crédit ayant un but particulier dans le desservissement des besoins économiques de la société. Les banques hypothécaires, établies d'abord en Allemagne et surtout en Prusse au 18^e siècle, ont été perfectionnées et organisées d'une manière systématique en France, où le Crédit Foncier de France a en 1852 absorbé toutes les organisations de cette nature y existantes.

En Grèce c'était la Banque Nationale qui jusqu'il y a peut de temps desservait presque exclusivement le pays en matière de prêts hypothécaires. Aujourd'hui c'est la loi 2413 de 1920 et la loi 3221, ainsi que les diverses modifications y apportées qui régissent le fonctionnement des banques hypothécaires en Grèce. La principale institution de cette nature c'est la Banque Hypothécaire Nationale, organisée d'après cette dernière loi, et dotée par la Banque Nationale de Grèce.

L'auteur fait une critique de cette législation, qui est basée sur celle existant en France et en Allemagne ; il critique parmi autres les restrictions apportées à l'activité des banques hypothécaires, surtout l'interdiction de prêter à des entreprises industrielles, les dispositions de la loi en ce qui concerne l'émission d'obligations, les privilèges y accordés, la proportion entre les divers rubriques du passif et de l'actif des banques hypothécaires, le mode de placement des fonds disponibles, etc.

L'auteur critique enfin la manière dont les banques sont contrôlées par l'État et dit qu'une surveillance plus stricte, comme en Allemagne, devrait y être exercée.

L'IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE RURALE

Par

M. le Prof. Dr. ERNST SCHULTZE (LEIPZIG)

L'agriculture fut toujours et reste encore la base de la vie économique de tous les pays du monde. Il n'y a eu dans l'antiquité que très peu d'exceptions, Sidon, Tyre, Carthage et plus tard Venise, où des conditions géographiques spéciales forçaient ces pays à chercher fortune dans le commerce surtout maritime. L'Allemagne doit son développement actuel et la vitalité de son peuple, aux bases solides léguées par sa civilisation et son économie presque exclusivement agricoles au moyen-âge. Tout est dû à cette provenance rurale du peuple allemand. Des traditions ayant leur origine dans cette économie, l'origine agricole, l'amour et l'attachement envers cette terre qui a été cultivée et a donné la vie aux ancêtres, se sont transmises de génération en génération, avec des manières de voir et des mœurs saines. La perte de ce sol que nos ancêtres ont arrosé de leur sang serait notre catastrophe, notre anéantissement. Il n'y a aucun bien qui soit lié aussi étroitement et inséparablement à un peuple que la terre natale.

L'importance de l'agriculture est aussi attestée par les diverses fêtes religieuses en son honneur. En Chine, en Egypte, dans les villes de la Grèce antique, le roi et les hauts fonctionnaires prennent part à des travaux agricoles d'une manière solennelle. Même à des temps plus récents, divers hommes d'état ont insisté sur l'importance capitale de l'agriculture dans la vie économique de chaque pays. Sully, le fameux ministre de Henri IV de France, disait que l'agriculture et l'élevage valaient plus que les mines d'or du Pérou.

Le rôle que l'agriculture a joué dans la vie économique des peuples a été caractérisé et apprécié d'après le point de vue de chaque époque et de chaque système social.

Au moyen-âge, on considérait que le but que devait poursuivre l'agriculture était le ravitaillement des populations des villes. Une autre opinion aussi unilatérale que la première est que l'agriculture ne doit tendre qu'au bien-être des agriculteurs mêmes, tout autre but étant considéré comme secondaire. Le système féodal ne regardait l'agriculture que du point de vue des intérêts du seigneur ; les seigneurs féodaux et les gros pro-

priétaires, ce qui n'est qu'une appellation moderne des premiers, cherchent même à se faire des alliés dans les villes : le ravitaillement des villes étant la chose la plus importante, tout doit tendre vers l'accomplissement de ce but. Et, comme la grande propriété est la seule qui puisse produire des denrées alimentaires, comme les céréales et les pommes de terre, en abondance, on ne devrait reculer devant l'industrialisation de l'agriculture, l'emploi de main-d'oeuvre étrangère et même des coulis chinois. Les paysans qui pendant des générations ont cultivé la terre de leur pays, devraient d'après le point de vue des grands propriétaires être déracinés et chassés de leurs foyers pour être remplacés par une main-d'oeuvre à bon marché. Une quatrième vue est celle qui vise à l'augmentation de la population pour des buts de conquêtes et d'expansions militaires ; et la population rurale est toujours celle qui fournit les meilleurs soldats.

Enfin l'auteur souligne l'importance du but social de l'agriculture, qu'on ne doit jamais perdre de vue ; un retour à la terre et une limitation de la population urbaine est nécessaire pour le bien-être de chaque pays ; et ceci n'est réalisable qu'au moyen de mesures protectives en faveur de la classe agricole.

L'ÉCONOMIE THÉORIQUE TRAVERSE-T-ELLE UNE CRISE ?

Par

M. le Prof. X. ZOLOTAS

Dans son étude l'auteur analyse la divergence qui existe en économie théorique entre les diverses directives, surtout en ce qui concerne les problèmes les plus fondamentaux de la science. Cette divergence, dit-il, est d'ailleurs admise par les hommes de science et a même poussé certains d'entre eux, comme Sombart par exemple, à des conclusions pessimistes pour l'avenir de la science.

L'auteur admet que la science de l'économie théorique traverse aujourd'hui une crise, qu'il attribue à certaines causes déterminées ; il passe aussi en revue et fait une critique des diverses directives sur lesquelles il y a des divergences d'opinion, c'est à dire sur des questions de l'objet, de la méthode et des théories.

A. En ce qui concerne l'objet de la science ; seul l'objet de

connaissance, (das Erkenntnisobjekt, d'après Amonn.) est contesté, l'objet empirique étant toujours clairement déterminé. Bien qu'on paraisse à première vue avoir une certaine liberté dans la détermination de cet objet dépendant du but qu'on se propose dans son étude, il n'en est cependant pas ainsi ; la détermination de l'objet dépend dans une grande mesure du développement des autres sciences et de la tradition, qui veut que la science de l'économie théorique s'occupe des problèmes sociaux.

B. En ce qui concerne la méthode, on y a suivi trois directives. L'école classique et l'école psychologique ont visé à l'explication des phénomènes économiques. L'école historique a adopté la méthode historique descriptive et enfin la directive inaugurée par Spann qui a cherché à déterminer l'opportunité des phénomènes économiques d'après la méthode téléologique.

C. Quant aux théories, en admettant que la recherche théorique des phénomènes économiques et le développement d'une théorie d'économie appliquée n'est possible que dans une certaine mesure, l'auteur tâche à expliquer la multiplicité des théories alors que la réalité n'est qu'une. D'après lui, les causes de cet état de choses sont les suivantes : a) On a donné une importance excessive aux notions fondamentales, ce qui a donné lieu à des discussions infructueuses sur des mots, en prenant les notions pour le but alors que ce ne sont que des moyens qui doivent s'adapter aux circonstances existant à chaque époque. b) Au lieu de se borner à une étude objective des phénomènes entre eux, on a donné plus d'importance aux opinions subjectives ; il est pourtant vrai que, vue la nature de l'objet recherché, ces opinions subjectives ne peuvent pas être évitées. c) Une autre cause c'est le fait que la réalité économique présente aujourd'hui une liquidité et une complexité excessives, ce qui rend difficile la fixation des divers termes des problèmes posés. Bien que, durant le développement de la science de l'Économie Théorique, on ait employé des termes inexacts dans la recherche des divers problèmes, il est pourtant possible, avec un peu d'attention dans le choix de méthode et des conditions, d'arriver à des conclusions qui puissent être généralement admises par des hommes de science suivant les mêmes directives. d) En fin le fait que les expérimentations sont exclues en matière de recherches économiques, les seuls moyens à déterminer l'exacti-

tude des théories économiques étant la statistique, l'histoire économique et l'observation directe des phénomènes économiques.

En conclusion l'auteur admet qu'à notre époque, où plus que jamais on parle de la nécessité de collaboration dans les sciences d'économie théorique et d'économie appliquée, la recherche des phénomènes économiques d'après la théorie de l'école classique soit impérative. D'ailleurs la directive des classiques se distingue et s'impose parmi toutes les théories qui se sont développées dans la science économique. Mais la recherche économique moderne ne doit pas se borner à une explication unilatérale les phénomènes économiques; elle doit au contraire étudier ces phénomènes de tous les points de vue et en connexité à d'autres manifestations de la vie, afin de pouvoir arriver à des conclusions exactes concernant ces phénomènes.
